



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction des relations avec  
les collectivités territoriales  
et des affaires juridiques**

**Arrêté n°21-DRCTAJ/1- 81**

**modifiant l'arrêté préfectoral n° 14-DRCTAJ/1-411 du 09 juillet 2014 autorisant la  
société IEL Exploitation 29 à exploiter des installations de production d'électricité  
utilisant l'énergie mécanique du vent sur le territoire des communes de  
Fontenay-le-Comte et Xanton-Chassenon  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45, R. 122-2 et R.181-46 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié le 22 juin 2020 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement

**Vu** l'arrêté préfectoral du 09 juillet 2014 autorisant la société IEL Exploitation 29 à exploiter des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur le territoire des communes de Fontenay-le-Comte et Xanton-Chassenon ;

**Vu** le protocole 2018 de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres ;

**Vu** la doctrine régionale Pays de la Loire intitulée : « Prescriptions pour la prise en compte des chiroptères et de l'avifaune dans l'installation et l'exploitation des parcs éoliens en Pays de la Loire » ;

**Vu** le rapport de suivi environnemental réalisé sur l'année 2019 par ATLAM Environnement sur le parc « Mare de Brûlant » dont l'exploitant est IEL Exploitation 29 ;

**Vu** le rapport de suivi environnemental réalisé sur l'année 2020 par ATLAM Environnement sur le parc « Mare de Brûlant » dont l'exploitant est IEL Exploitation 29 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 1er décembre 2020 ;

**Vu** le courrier adressé le 1<sup>er</sup> décembre 2020 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

**Considérant** que le suivi environnemental 2019 s'est déroulé sur une période de 5 mois sur les mois de mai à octobre, avec une fréquence de 4 passages par mois, soient 20 passages sur cette période ;

**Considérant** que ce suivi environnemental a permis de détecter en mortalité brute 1 cadavre d'oiseau et 2 cadavres de chiroptères (Noctule commune) et que cette espèce est protégée au niveau national ;

**Considérant** que cette mortalité brute équivaut, selon les méthodes de calcul utilisées, à une mortalité estimée comprise entre 3 et 9 individus pour le parc éolien composé de 3 éoliennes ;

**Considérant** que suite à ce constat, l'exploitant a mis en place un plan d'asservissement sur l'année 2020 du parc éolien en vu de réduire l'impact de son fonctionnement sur la mortalité des chiroptères dont les caractéristiques sont les suivantes ;

- bridage au mois de mai et du 1<sup>er</sup> août au 31 octobre,
- pendant une durée de 4 h après le coucher du soleil,
- lorsque les vents ont une vitesse inférieure à 6 m/s,
- lorsque les températures sont supérieures à 10 °C,
- en l'absence de pluie.

**Considérant** que l'exploitant a procédé à un suivi de la mortalité sur l'année 2020 pour évaluer l'impact du plan d'asservissement mis en place sur l'ensemble des éoliennes de son parc éolien ;

**Considérant** que ce suivi a été mis en place sur l'année 2020 et qu'il a montré une mortalité brute d'un oiseau ;

**Considérant** que l'exploitant, au vu de l'analyse de l'activité en hauteur, envisage de relever le paramètre température de son bridage à 12 °C et que dans ce cas, il convient de réaliser un nouveau suivi de mortalité en 2021 ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que l'exploitant n'a pas d'observation à formuler sur le projet d'arrêté ;

## ARRÊTE

### **Article 1.      Domaine d'application**

La société IEL Exploitation 29, dont le siège social est situé à Saint Briec (22000), 41 Ter, boulevard Carnot, est tenue de respecter les dispositions des articles suivants pour la poursuite de l'exploitation des 3 éoliennes situées sur les communes de Fontenay-le-Comte et de Xanton-Chassenon.

### **Article 2.      Plan d'asservissement des éoliennes**

L'exploitant met en œuvre le plan de bridage mis en place dont l'efficacité a été montrée par la réalisation d'un suivi environnemental sur l'année 2020, soit :

- pendant les périodes ainsi définies :
  - le mois de mai,
  - du 1<sup>er</sup> août au 31 octobre ;
- pendant une durée de 4 h après le coucher du soleil ;
- lorsque les conditions suivantes sont simultanément remplies :
  - des vitesses de vent inférieures à 6 m/s,
  - des températures supérieures à 10 °C,
  - en l'absence de pluie.

En cas de modification du plan d'asservissement mis en place, l'exploitant réalise un nouveau suivi environnemental visant à évaluer l'impact de celui-ci sur la mortalité des chiroptères due au fonctionnement de son parc éolien.

Les suivis environnementaux sont réalisés conformément à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 et à la doctrine régionale Pays de la Loire intitulée : « Prescriptions pour la prise en compte des chiroptères et de l'avifaune dans l'installation et l'exploitation des parcs éoliens en Pays de la Loire ».

Les résultats de ces suivis sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et accompagnés des commentaires et des propositions dûment motivées de la part de l'exploitant, notamment en cas de nécessité de modifier le plan de bridage.

## **Article 3. Dispositions administratives**

### **Article 3.1 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.  
Il peut être déféré auprès de la Cour Administrative d'Appel de Nantes.

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;
- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse <https://www.telecours.fr>

### **Article 3.2 : Publicité et diffusion de l'arrêté**

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant.

Une copie du présent arrêté est déposée aux mairies de Fontenay le Comte et de Xanton Chassenon pour pouvoir y être consultée.

Un extrait du présent arrêté est affiché aux mairies de Fontenay le Comte et de Xanton Chassenon pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Vendée pendant une durée minimale de 4 mois.

### **Article 3.3 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté

Fait à La Roche-sur-Yon, le

10 FEV. 2021

Le préfet,

Pour le Préfet,  
la secrétaire générale de la Préfecture  
de la Vendée

Anne TAGAND

Arrêté n°21-DRCTAJ/1- 81

modifiant l'arrêté préfectoral n° 14-DRCTAJ/1-411 du 09 juillet 2014 autorisant la société IEL Exploitation 29 à exploiter des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur les communes de Fontenay-le-Comte et Xanton-Chassenon

